

L'incroyable histoire du satellite de surveillance de George Clooney

3.4k

partages



George Clooney a investi des millions de dollars dans le Satellite Sentinel Project surveiller Omar el-Béchir au Soudan.

Stephane Cardinale - Corbis/Corbis via Getty Images



28 juillet 2016

Depuis six ans, l'acteur américain et star de Nespresso George Clooney investit des millions de dollars dans un projet de surveillance satellite du Soudan et de la République démocratique du Congo.

Non, le titre de cet article n'est pas le synopsis du prochain blockbuster de George Clooney.

Deux journalistes françaises ont publié fin juin une biographie non-officielle de la star de Nespresso : "George Clooney, une ambition secrète" (Éditions du moment). Entre un chapitre sur son mariage avec Amal Alamuddin et un autre sur les indices de sa supposée homosexualité cachée, les auteures évoquent

"une incroyable mission qui semble tout droit sortie d'un film d'espionnage" : celle de George Clooney "finançant un satellite pour surveiller les faits et gestes du président soudanais Omar el-Béchir". On a eu envie d'en savoir plus sur cette histoire surprenante.

Tout commence en décembre 2010. Déjà membre du [Council on Foreign Relations](#), un think tank sur la politique étrangère américaine, et voix des Nations unies sur la situation au Darfour, George Clooney fonde l'ONG [Satellite Sentinel Project](#) (SSP) avec son ami John Prendergast, défenseur des droits de l'homme à la tête d'[Enough Project](#). Leur objectif ? Réunir des images, des analyses et des plaidoyers pour mettre fin aux génocides et aux crimes contre l'humanité.

"La plupart de l'argent que je gagne grâce à Nespresso, je le dépense pour garder un œil sur Omar el-Béchir"

George Clooney n'a jamais caché son activité un peu spéciale. "La plupart de l'argent que je gagne grâce aux publicités Nespresso, je le dépense pour placer un satellite au-dessus de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud pour garder un œil sur Omar el-Béchir. Alors il a fait une déclaration pour dire que je l'espionne et savoir si moi j'aimerais avoir une caméra me suivant partout où je vais. Je lui ai dit : 'Hé bien, bienvenue dans ma vie Monsieur le criminel de guerre.' Je veux que les criminels de guerre aient la même notoriété que moi. Je crois que c'est mérité", fanfaronnait-il au [Guardian](#) en juillet 2013.



Image satellite observant un accroissement de l'artillerie d'un camp proche de la ville de Dilling dans l'État du Kordofan-Sud au Soudan.

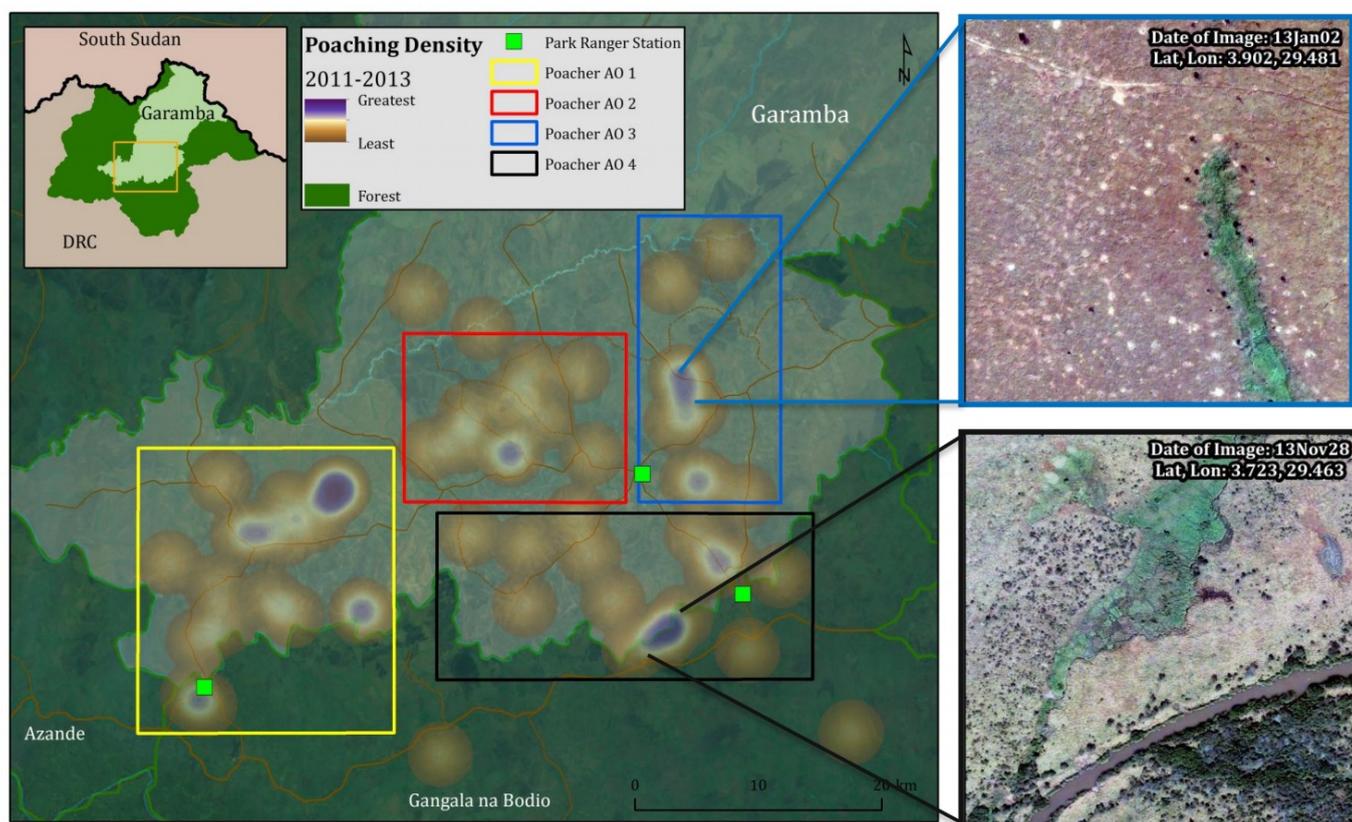
Satellite Sentinel Project / DigitalGlobe

George Clooney fier de son nouveau joujou comme on paraderait après avoir acheté notre nouvel iPhone ? Aujourd'hui, le directeur de communication du SSP tient à réexpliquer les choses. Greg Hittelman précise à Mashable FR : "Juste pour clarifier, le Satellite Sentinel Project n'a jamais possédé un satellite, mais via notre partenariat avec DigitalGlobe, nous avons payé pour utiliser des satellites existants et filmer des images sur une zone de notre choix."

Car non, le héros de "Ocean's Eleven" ne s'est pas offert un satellite. Le SSP paye pour obtenir des images auprès de l'Américain DigitalGlobe, "une entreprise qui dispose de sa propre flotte de satellites et de ses analystes, et qui vend ses images aussi bien au public/militaires qu'aux privés", explique Alain Bensoussan, avocat spécialiste en droit des nouvelles technologies à Mashable FR.

Des preuves de crimes de guerre

Dans les bureaux du SSP, près d'Harvard Square à Boston, une petite équipe essentiellement composée d'étudiants bénévoles compare les images captées par le satellite au-dessus d'une zone de guerre avec une base d'images plus anciennes de la même zone. Ils sont à la recherche de preuves de changements, de construction de routes militaires, d'installation de camps... "Le Satellite Sentinel Project a apporté les preuves d'attaques majeures du gouvernement soudanais sur des civils au Darfour et dans les monts Nouba", énumère Greg Hittelman. "Grâce à notre surveillance satellite, on a aussi aidé les rangers du parc national de la Garamba [en République démocratique du Congo] à lutter contre le braconnage des éléphants et le trafic de l'ivoire".



Carte et images satellite observant les braconniers d'éléphants dans le parc national de la Garamba en République démocratique du Congo.

Satellite Sentinel Project / Digital Globe

"Je suis juste un touriste qui prend des photos et les met sur le Web"

Et pour que les découvertes du Satellite Sentinel Project puissent être connues du plus grand nombre, les

photos sont [mises en ligne sur Flickr](#), et "tous les rapports et les analyses d'imagerie satellite ont été rendus publics et sont en libre consultation" sur le [site de l'ONG](#). Certains de ces documents ont ainsi été utilisés comme preuves par la Cour pénale internationale dans l'inculpation d'Omar el-Béchir pour crime contre l'humanité et crimes de guerre. Âgé de 72 ans, il est pourtant toujours à la tête du Soudan depuis son coup d'État en 1989.

Mais George Clooney a-t-il le droit d'espionner comme cela n'importe quel pays ou n'importe quel dirigeant ? "C'est de l'espionnage si c'est un pays. C'est de l'espionnage si ce sont les Nations unies peut-être. Mais qu'en est-il si je suis un simple paparazzi avec un objectif de 650 km ? Pourquoi ce serait de l'espionnage ? Je suis juste un touriste qui prend des photos et les met sur le Web. Je ne vois pas où est le mal", déclare l'acteur au [International Business Times](#) en 2012.

L'espace extra-atmosphérique, bien commun de l'humanité

L'IB Times se demandait alors : "Les efforts de George Clooney, aussi louables soient-ils, sont-ils éthiques ?" Le site écrivait que la star et ses partenaires "dictaient leurs propres règles sans aucune structure en droit international". Faux. George Clooney, comme n'importe qui, a le droit de faire de la surveillance satellitaire et d'en distribuer publiquement les images. "L'espace extra-atmosphérique est le bien commun de l'humanité et il est, en ce sens, régi par le principe de la liberté d'utilisation par tous les États", explique Me Alain Bensoussan à Mashable FR, citant le [traité de l'espace](#) de 1967, "d'autres part, l'observation et la collection d'information sont des activités pacifiques non contraires au traité de l'espace". Il en va de même pour la distribution de ces images.

Cependant, certaines législations nationales peuvent venir encadrer la surveillance satellitaire. "Les États-Unis et la France ont mis en place des systèmes administratifs permettant de contrôler les acteurs privés du marché de l'imagerie satellitaire" afin "d'imposer des contraintes" de commercialisation "pour des raisons de menace de la sécurité nationale, de respect d'obligations internationales, de défense nationale, de politique extérieure, etc". Sans oublier de prendre en compte le droit au respect de la vie privée ou le droit à la protection des données à caractère personnel (parmi lesquelles les photos). "Mais rien ne semble pour l'instant empêcher une telle activité et le droit international ne risque pas de changer de manière imminente", assure Me Bensoussan.

Aujourd'hui pourtant, le Satellite Sentinel Projet annonce "ne plus collecter d'images satellites" préférant se consacrer à une nouvelle initiative, "continuum naturel du SSP" : [The Sentry](#), qui vise à démanteler les réseaux qui financent et tirent profit des conflits meurtriers en Afrique. Mais l'ONG de George Clooney se dit "ravie de voir que d'autres organisations comme Human Rights Watch ou les Nations unies ont dorénavant aussi recours à l'imagerie spatiale au profit de la défense des droits de l'homme, de la paix, de la prévention contre l'atrocité et de la documentation contre les crimes de guerre".

Comme quoi George Clooney ne sert pas seulement à faire vendre des millions de capsules de café.

What else ? Dites-le en commentaire.